

Élections présidentielle au Portugal , Le point à une semaine du scrutin

de **Corinne Deloy**

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 23 janvier, près de 10 millions d'électeurs portugais sont appelés à se rendre aux urnes pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle. 6 personnalités sont candidates :

- Anibal Cavaco Silva, 71 ans, chef de l'Etat sortant. Professeur d'économie et ancien Premier ministre (1985-1995), il se présente comme candidat indépendant mais bénéficie du soutien du Parti social-démocrate (PSD), principal parti de l'opposition, et du Parti populaire (PP) dirigé par Paulo Portas ;
- Manuel Alegre, 74 ans, candidat du Parti socialiste (PS), soutenu par le Bloc des gauches (BE) et le Parti démocratique de l'Atlantique (PDA) ;
- Francisco Lopes, 35 ans, candidat du Parti communiste (PCP), soutenu par les écologistes du parti Os Verdes ;
- Fernando Nobre, 59 ans, candidat indépendant, fondateur du Groupe d'assistance médicale internationale (AMI) ;
- Defensor de Moura, 64 ans, ancien maire de Viana do Castelo et vice-président du comité parlementaire des Affaires étrangères. Député socialiste, il se présente en candidat indépendant ;
- José Manuel Coelho, conseiller régional de l'archipel de Madère et membre du Parti de la nouvelle démocratie, non représentée dans l'actuel Parlement.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue le 23 janvier, un 2^e tour sera organisé entre les deux candidats ayant remporté le plus grand nombre de suffrages deux semaines plus tard, soit le 6 février.

La crise financière au cœur de la campagne électorale

Sans surprise, la campagne s'est focalisée sur la question d'une éventuelle intervention extérieure, et notamment du Fonds monétaire international (FMI), pour soutenir les finances du pays. Pénalisé par le poids de sa dette, le Portugal est considéré comme le prochain Etat susceptible de recourir à une aide extérieure. Pour assainir ses finances publiques, le gouvernement de José Socrates a fait voter par le Parlement en novembre 2010 un plan d'austérité sans précédent : budget de rigueur (hausse des recettes fiscales : augmentation de deux points de la TVA, qui passe à 23%, et baisse des avantages fiscaux des entreprises – et recul drastique des dépenses : gel des pensions de retraite, baisse des salaires des

fonctionnaires gagnant plus de 1 500 € mensuels, plafonnement des aides sociales). Ces mesures ont suscité un fort mécontentement dans l'opinion publique et le 24 novembre dernier, le pays a connu sa première grève générale unitaire depuis 22 ans (3 millions de grévistes).

Le recours à une aide extérieure réveille au Portugal des souvenirs traumatisants. En effet, le pays a dû par deux fois demander l'aide du FMI : en 1977, soit 3 ans après la révolution des œillets (le 25 avril 1974, date de la chute de la dictature établie en 1932 par Antonio Oliveira Salazar), une intervention qui a sonné le glas des espoirs qu'avait soulevé le moment révolutionnaire, et une 2^e fois dans les années 1980. Opposition social-démocrate et majorité socialiste utilisent chacune à leur façon la crise financière. « *Si nous avons besoin de recourir à l'aide extérieure, cela*

signifie que la stratégie suivie a échoué. Or celui qui a conduit le pays à une telle situation n'est pas en état de rester au pouvoir et le lendemain de conduire la reprise » a déclaré le leader du Parti social-démocrate (PSD), dans le quotidien *Diario de noticias*. Pedro Passos Coelho demande la démission du Premier ministre José Socrates si le Portugal est contraint de recourir au FMI.

« *Tout ce que j'ai à dire, c'est que le Portugal va atteindre son objectif budgétaire en 2010 (faire passer le déficit public du pays de 7,3% du PIB en 2010 à 4,6% en 2011)* » lui a répondu José Socrates, ajoutant « *Ceux qui n'ont fait que parler de crise et d'instabilité n'ont pas rendu service au pays, bien au contraire. Le président n'est pas élu pour gouverner mais pour faire de la présidence ce qu'elle doit être : un symbole de l'unité des Portugais* ».

« *Si le président de la République veut se rapprocher d'autres chefs d'Etat ou entités européennes pour expliquer que la situation est injuste pour le Portugal, que nous sommes face à une pression spéculative qui ne correspond pas à la situation économique du pays, y compris en interrompant la campagne, il aura mon soutien* » a déclaré le candidat socialiste Manuel Alegre. « *C'est le moment pour les Portugais de s'unir indépendamment des positions politiques et idéologiques de chacun* » a-t-il ajouté.

S'exprimant à la télévision le 10 janvier dernier, le chef de l'Etat sortant a refusé de spéculer sur une éventuelle aide extérieure au Portugal. « *Si cela se produit, je ferai tout ce dont le pays a besoin pour aider* » a-t-il indiqué. « *Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une crise grave au Portugal, non seulement sur les plans économique et social mais aussi sur le plan politique. Il faut donc un président doté de l'expérience nécessaire pour faire face à des situations complexes, très difficiles et que personne ne peut prévoir* » a-t-il déclaré.

Réagissant à ces propos, Manuel Alegre a accusé Anibal Cavaco Silva d'être « *un facteur d'instabilité et de doute à un moment où le pays a besoin de confiance et de stabilité* ». « *Nous avons besoin d'un président de la République qui soit loyal avec les autres organes de souveraineté et avec la société portugaise, qui résiste aux pressions et à l'offensive spéculative contre notre pays* » a-t-il souligné.

Anibal Cavaco Silva, une large avance dans les sondages

Le scandale financier de la Banque portugaise de négoce (BPN) – Banco português de negócios – dans lequel le nom du président sortant Anibal Cavaco Silva avait été cité, est revenu dernièrement au cœur de l'actualité. En mai 2009, l'hebdomadaire *L'Expresso* révélait l'existence d'un trou de 1,8 milliard € dans les comptes de l'établissement financier qui avait été nationalisé l'année précédente. La banque a longtemps été surnommée Banque du PSD pour les liens qu'entretenaient certains cadres du parti politique avec les dirigeants de l'établissement. Ainsi, son dernier président, José Oliveira e Costa, poursuivi pour abus de confiance, escroquerie, faux et blanchiment de capitaux, est un ancien secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales du gouvernement (1985-1991) dirigé par Anibal Cavaco Silva. Deux autres anciens ministres, Manuel Dias Loureiro (en charge de l'Intérieur, 1991-1995) et Arlindo de Carvalho (ministre de la Santé, 1991-1995), ont été mis en examen. En mai 2009, le président sortant avait été mis en cause pour avoir réalisé une plus value de 140% en revendant des actions achetées deux ans plus tôt à la Société lusitanienne de négoce (SLN) – Sociedade lusa de negócios –, maison mère de la BPN. Il a qualifié ces attaques de « *malhonnêtes* » et d'« *indignes* » et s'est insurgé à la radio contre les « *calomnies* » qui « *témoignent du désespoir de mes adversaires* ». « *Les Portugais me connaissent et ils savent que je suis d'une rigueur absolue en matière de morale politique* » a déclaré Anibal Cavaco Silva qui s'est étonné que personne ne s'intéresse aux pertes qu'il a pu subir avec d'autres produits d'épargne.

Manuel Alegre a qualifié l'affaire de la BPN « *d'affaire politique grave que les Portugais devront juger le 23 janvier* ».

« *L'affaire de la BPN est politiquement néfaste pour Anibal Cavaco Silva mais elle n'empêchera pas sa victoire* » a affirmé le politologue Antonio Costa Pinto. Celui-ci met en avant le désintérêt des électeurs pour le scrutin présidentiel en l'absence de suspense et de véritable clivage mobilisateur entre les candidats. « *Les Portugais savent que l'essentiel des décisions passent par le gouvernement et ne voient pas dans cette élec-*

tion présidentielle une possible issue ou alternative à la crise » a-t-il précisé.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Intercampus et publiée par la chaîne de télévision TVI, le président sortant Anibal Cavaco Silva devrait être réélu dès le 1^{er} tour avec 60,1% des suffrages (tous les chefs de l'Etat portugais ont été élus (ou réélus) au 1^{er} tour depuis le retour du pays à la démocratie après la Révolution des œillets). Manuel Alegre, recueillerait 25,3%, Francisco Lopes 6,3% et les 3 autres candidats – Fernando Nobre, Defensor de Moura et José Manuel Coelho – chacun moins de 5% des voix.

« Je vous demande votre aide, au nom du Portugal. Que personne ne reste chez soi. Nous devons décider rapidement. Tout doit être réglé le 23 janvier » a déclaré le chef de l'Etat, exhortant ses compatriotes à se rendre aux urnes.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

Clivages et compromis politiques au Parlement européen : comment vote-t-on à Strasbourg?

Question d'Europe n°189 et 190 - 20/12/2010 - Thierry Chopin, Camille Lépinay

«L'euro n'existe pas politiquement, il faudra bien qu'une autorité politique parle de l'euro».

Entretien d'Europe n°51 - 08/11/2010 - Jean-Paul Betbèze

Élection Présidentielle en Biélorussie - Résultats - 19 décembre 2010

For Europe - 1^{ère} Edition - Editeur : Nagel

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.